



Rapport ACAT-France 2011

La fameuse religion d'amour... du Mensonge !

Un monde tortionnaire

ACTION DES CHRETIENS POUR
L'ABOLITION DE LA TORTURE

=

ACTION DES CHRETIENS POUR
L'APPLICATION DE LA TORTURE

SYRIE 2011

=

INVASION OCCIDENTALE PAR
DJIHADISTES TORTIONNAIRES
INTERPOSES SOUTENUS PAR L'ACAT



avec le soutien financier de l'Union européenne



Rapport ACAT-France 2011

Un monde tortionnaire

Tous les jours des milliers d'hommes, de femmes et même d'enfants sont livrés à l'imagination des bourreaux.

En ce moment même, dans la majorité des pays du monde, l'usage de la torture est une pratique courante, parfois routinière.

Qu'est-ce que la torture ? Quels sont les pays concernés ? À quoi sert-elle ? À enquêter ? Punir ? Terroriser ? La peine de mort s'apparente-t-elle à la torture ? Quelles convictions morales fondent le refus absolu de cette indignité ?

Les chrétiens ont-ils des raisons spécifiques de s'engager dans ce combat ?

Le rapport 2011 *Un monde tortionnaire* fait suite à celui publié il y a un an par l'ACAT-France. Son ambition est identique : rendre compte de l'ampleur et de la réalité des pratiques tortionnaires dans 23 nouveaux pays tout en poursuivant l'analyse des multiples dimensions de ce phénomène et des facteurs qui l'encouragent.

Le deuxième volet d'une future « encyclopédie de la torture ».

L'ACAT-France est une ONG créée en 1974 dans le but de lutter contre la torture partout dans le monde en sensibilisant à ce combat les chrétiens et, plus largement, l'opinion publique, les appelant à agir pour tous, sans distinction ethnique, idéologique ou religieuse. Association oecuménique reconnue d'utilité publique, l'ACAT-France oeuvre également à l'abolition de la peine de mort et à la protection des victimes, notamment par la défense du droit d'asile.

www.acatfrance.fr | ACTION DES CHRÉTIENS POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE

Ce rapport est consultable dans son intégralité sur le site **www.unmondetortionnaire.com**



ISBN : 978-2-9538051-1-6 membre du réseau FIACAT



SYRIE : ÉCHOS D'UN ÉTAT TORTIONNAIRE

Depuis le mois de mars, la Syrie est en proie à un mouvement de protestation initié dans la ville de Deraa, à la suite de l'arrestation arbitraire et de la torture de quinze enfants, âgés de 10 à 15 ans, ainsi punis pour avoir écrit sur le mur de leur école le slogan révolutionnaire précédemment scandé en Tunisie et en Égypte : « al-shaab yourîd iskât al-nizâm ! » (le peuple veut la chute du régime !). Le mouvement de contestation s'est ensuite progressivement étendu à tout le pays, les manifestants réclamant plus de libertés et la fin du régime de Bachar al-Assad, et a été réprimé dans le sang par les forces de sécurité syriennes. En novembre 2011, plus de 3500 manifestants étaient morts sous les tirs de *snipers* ou d'autres agents appartenant aux nombreux services de sécurité et milices aux ordres du régime.

Des villes ont été assiégées et bombardées par l'armée et les services de sécurité et de renseignements, civils et militaires continuent à procéder à des vagues d'arrestations massives, d'hommes, de femmes et d'enfants systématiquement soumis à la torture.

23 JOURS DANS LES GEÔLES SYRIENNES

TÉMOIGNAGE DE KHALED SID MOHAND.

Après deux ans et demi de séjour à Damas, le journaliste algérien indépendant Khaled Sid Mohand, 40 ans, qui collaborait régulièrement avec le journal *Le Monde*, de façon anonyme, et avec la station de radio France Culture, a été arrêté en avril 2011. Il a ensuite été emprisonné pendant plus de trois semaines par des agents des services de renseignements syriens, les *moukhabarats*. Plusieurs mois après sa libération, il revient sur les interrogatoires musclés qu'il a subis ainsi que sur ses conditions de détention et propose un décryptage de la crise actuelle en Syrie.

Son travail de journaliste en Syrie

« Je me suis rendu à Damas pour la première fois en 2004, pendant six mois, d'abord pour apprendre l'arabe. Je suis Algérien, donc je n'ai pas besoin de visa pour aller dans ce pays. Je n'aurais jamais réussi à mettre un pied là-bas en faisant une demande d'accréditation presse. Les autorités syriennes entretiennent des relations très instables avec les médias étrangers. En revanche, vu le caractère paranoïaque du régime, je suis rapidement allé au ministère de l'Information pour annoncer que j'avais l'intention d'enquêter sur les réfugiés irakiens et sur l'hospitalité en Syrie et j'ai reçu carte blanche. J'y suis retourné quatre ans plus tard, je travaillais officiellement pour France Culture et je donnais des cours de journalisme dans deux universités au Liban. Entre 2008 et les débuts de la contestation en février et en mars 2011, je n'ai jamais été inquiété ni convoqué par les services de renseignements. Durant cette crise, il n'y avait pas de correspondants de médias étrangers, à part une Syrienne employée par le groupe audiovisuel britannique *BBC*. Elle a réussi à conserver son visa journaliste, mais elle a été rappelée au cours de mon incarcération pour des raisons de sécurité. »

Son interpellation

« Je me suis fait arrêter le samedi 9 avril 2011, au lendemain d'une grande manifestation que j'avais couverte pour *Le Monde*. Vers 15-16 heures, j'ai reçu un coup de fil sur mon téléphone portable d'une jeune femme avec un fort accent irakien, qui me proposait une rencontre 30 minutes plus tard pour me remettre des informations sur une clé USB. Elle parlait vite et se montrait très imprudente. Au moment où elle m'a dit : "Vous êtes journaliste", alors que les gens actifs dans la révolution en cours ou désireux de témoigner des exactions commises par les forces de l'ordre savaient qu'ils étaient sûrement sur écoute, j'ai commencé à m'inquiéter. Je ne pouvais pas prétendre le contraire, en plus j'étais confiné à Damas et je tournais en rond avec les mêmes témoins, alors j'étais preneur de toute information venue de l'extérieur, même si je risquais à chaque fois de tomber sur un *moukhabarat*. J'ai accepté d'aller à ce rendez-vous parce que j'avais déjà rencontré des jeunes activistes inexpérimentés, au comportement stupide et parfois irresponsable, qui se réunissaient dans des bars connus des services de renseignements, pleins de micros sous chaque table. Nous nous sommes vus au café Domino, situé sur la place Bab Touma. C'était une belle femme, bien trop apprêtée pour coller au profil des militantes rencontrées au fil de mes reportages. Je me suis vite rendu compte qu'il y avait un problème. Je savais que de nombreuses prostituées irakiennes se faisaient manipuler par les *moukhabarats*. Elle m'a accablé de questions, notamment sur les médias pour lesquels je travaillais et sur ma nationalité, auxquelles je répondais par des mensonges. Elle s'est fait passer pour une journaliste d'un quotidien d'information d'opposition en ligne. Cette feinte était bien étudiée, mais rien d'autre ne tenait la route, entre sa façon de parler, son maquillage et son ton semblable à celui d'un interrogatoire. Je sentais que j'étais en train de m'enfoncer dans un piège, mais je ne suis pas parti, j'avais besoin d'aller jusqu'au bout pour en être sûr et j'avais l'impression qu'il était déjà trop tard. La conversation a été très courte. Je n'ai même pas eu le temps de finir mon café. Quand je lui ai fait remarquer qu'elle ne me connaissait pas et qu'elle devrait peut-être se méfier de moi, elle a répliqué : "Non, c'est à toi d'avoir peur de moi" et elle s'est levée. Je l'ai suivie du regard et j'ai vu entrer sept malabars venus m'interpeller, devant des clients qui se faisaient tout petits et détournaient les yeux. Les agents de renseignements ont le droit de vie ou de mort sur les citoyens et disposent d'une immunité totale, ce ne sont pas des gens auxquels on pose des questions. Ils m'ont embarqué dans un taxi de couleur jaune, m'ont attaché les mains dans le dos avec des bracelets en plastique et m'ont conduit chez moi. Ils ont perquisitionné, saccagé toute la grande maison où j'occupais une chambre. Ils étaient trop nombreux, ils devaient me voir comme une sorte de James Bond. C'en était presque flatteur. Quand j'ai demandé, toujours menotté, à aller aux toilettes, un agent a sommé un autre de m'accompagner et de me surveiller avec une arme pointée sur moi, parce qu'il avait vu des gants de boxe accrochés à un mur. Une heure après, deux hommes sont arrivés en renfort, soi-disant des interprètes

anglophone et francophone, dont l'un allait aussi remplir la fonction d'ingénieur informatique et inspecter mon matériel. J'ai subi un premier interrogatoire désordonné, comme s'ils ne savaient pas exactement ce qu'ils cherchaient. Je me suis contenté de dire que je travaillais pour le groupe Radio-France et que je ne m'intéressais pas à la politique. Après deux ou trois heures, ils ont embarqué mes deux ordinateurs portables, un disque dur, tous les CD, DVD et disquettes disponibles, l'équivalent de 700 gigaoctets de données. Ils ont aussi pris le fusil à plomb dont je me servais pour faire fuir les chats errants dans l'immeuble. Un officier a fait remarquer que ce n'était pas une arme létale, mais le *moukhabarat* qui allait se charger de m'interroger pendant ma détention, a rétorqué : "Il est interdit de tirer sur les chats syriens". Je mentionne ce détail à cause des bruits qui ont circulé après coup. Les voisins qui m'ont vu sortir ligoté et escorté par un agent avec cette arme en bandoulière ont dû se demander si je n'étais pas un de ces snipers étrangers qui tiraient sur les manifestants selon la télévision d'État syrienne. D'ailleurs, les deux adolescents qui se sont approchés du véhicule pour s'informer des raisons de mon arrestation m'ont ensuite insulté et ont voulu me frapper. À ma sortie de prison, j'ai appris que certaines des rumeurs sur mon compte faisaient état d'"appartenance à un groupe armé" ou à une "mouvance salafiste". »

Ses deux jours d'interrogatoire

« Les agents m'ont de nouveau poussé à l'intérieur du taxi, mis la tête entre les genoux et m'ont emmené dans un bureau du quartier général des services de renseignements, *Kufar Sousseh*. Je me suis fait interroger dès mon arrivée, de manière toujours aussi confuse, par des officiers qui semblaient assez haut gradés. Leurs questions étaient souvent saugrenues, comme : "Connaissez-vous Oussama Ben Laden ?" ou : "Avez-vous été reçu à la Maison-Blanche au cours de votre séjour aux États-Unis ?". Au début, l'atmosphère était assez détendue. Ils m'ont démenotté, offert un café et une cigarette. De mon côté, j'ai fait le mec qui n'avait pas peur, non pas pour jouer les fiers-à-bras, mais pour montrer que je n'avais rien à me reprocher. Ils ont dû me trouver un peu trop décontracté et ils ont décidé de me mettre la pression. Après deux heures, un type grand et très gras est entré dans la pièce, quelqu'un qui devait être encore mieux placé dans la hiérarchie vu la déférence avec laquelle les autres l'ont accueilli. Il a remercié ses subordonnés d'être restés aussi tard. Il devait être à peu près minuit. Je n'avais plus ma montre. Ensuite, il s'est tourné vers moi pour me mettre en garde : "Et toi tu vas parler, sinon je vais t'arracher le cœur avec les mains et je vais te couper les testicules" avant de m'administrer une gifle qui m'a projeté sur mon siège. Il a quitté le bureau et les autres ont commencé à me passer à tabac, à coups de poing et de pied. L'officier qui jusque-là s'était montré attentionné a tourné autour de moi avec un sourire sadique en agitant